

Vannes, le 15/02/2022

Références : 0055602048

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



EARL DE LA PLAINE

" Kernaifiou "
56250 MONTERBLANC

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2022 dans l'établissement EARL DE LA PLAINE implanté à " Kernaifiou " 56250 MONTERBLANC. L'inspection a été annoncée le 09/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection triennale 2022 ICPE-IED

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL DE LA PLAINE
- KERNAFILOUR 56250 MONTERBLANC
- Code AIOT dans GUN : 0055602048
- Régime : **AUTORISATION**
- Statut Seveso : -

- APC du 29/12/2008
- APC du 26/11/2010
- APC du 31/12/2014

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) |
|---|--|--|--|
| Défense contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Notification des changements du plan d'épandage | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d | / | Lettre de suite préfectorale |
| Elimination des déchets | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35 | / | Lettre de suite préfectorale |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|--|---|-------------------|
| Conformité de l'installation à la demande d'autorisation | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3 | / | |
| Tenue du registre des effectifs | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4 | / | |
| Respect des distances d'implantation | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5-1 | / | |
| Dispositions relatives à l'intégration paysagère | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 | / | |
| Propreté des installations | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 | / | |
| Préservation de la biodiversité | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7 | / | |
| Tenue du registre des risques | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 | / | |
| Tenue du registre des risques | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9 | / | |
| Propreté des locaux | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10 | / | |
| Étanchéité des bâtiments | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I | / | |
| Étanchéité des ouvrage de transfert d'effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III | / | |
| Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité/CPE existantes | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-IV | / | |
| Accessibilité aux services de secours | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 | / | |
| Installations électriques et techniques | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 | / | |
| Stockage des produits dangereux (rétention et sécurité) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15 | / | |
| Déclaration annuelle des flux d'azote | Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2 | / | |
| Dispositions relatives aux forages (implantation, protection, tête) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19 | / | |
| Collecte des effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I | / | |
| Collecte des eaux de pluie | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24 | / | |
| Absence de rejets directs d'effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25 | / | |
| Absence de rejets directs d'effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26 | / | |

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|---|--|-------------------|
| Sécurité et entretien des installations de traitement | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28 | / | |
| Bordereaux import, export | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30 | / | |
| Dispositions relatives la dispersion de poussières | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I | / | |
| Dispositions relatives à l'émission d'odeurs | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-II | / | |
| Bruit | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 32-2 | / | |
| Gestion des déchets | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33 | / | |
| Stockage des déchets | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34 | / | |
| Mise en œuvre des MTD | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 | / | |
| Dossier de réexamen | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I | / | |
| Mise en œuvre des MTD | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II | / | |
| Émissions atmosphériques d'ammoniac | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45 | / | |
| Bruit | Arrêté Ministériel du 20/08/1985, article Arrêté du 20/08/1985 | / | |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Notification du plan d'épandage : L'arrêt du projet de compostage n'a pas été notifié par le service Environnement de la DDPP à ce jour. Il est fortement recommandé de régulariser au plus vite la situation administrative de l'exploitation.
- Défense contre l'incendie : Absence d'affiche relatif aux numéros d'appels d'urgence dans le magasin du bâtiment des poulettes. Affiche à installer.
- Elimination des déchets : Absence de bordereaux relatifs aux traitements et reprises des produits vétérinaires. Faire la demande auprès du vétérinaire ou de l'organisme agréé pour attester de la bonne gestion de ces déchets.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3 |
| Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement |
| Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Tenue du registre des effectifs

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Respect des distances d'implantation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5-1 |
| Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement |
| Prescription contrôlée : Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de : -100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. Cette distance est réduite à 50 mètres lorsqu'il s'agit de bâtiments mobiles d'élevage de volailles faisant l'objet d'un déplacement d'au moins 100 mètres à chaque bande. Cette distance peut être réduite à 15 mètres pour les stockages de paille et de fourrage de l'exploitation, toute disposition est alors prise pour prévenir le risque d'incendie ; -35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ; -200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées ; -500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'enregistrement ; 50 mètres des berges des cours d'eau alimentant une pisciculture, sur un linéaire d'un kilomètre le long de ces cours d'eau en amont d'une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Dispositions relatives à l'intégration paysagère

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 |
| Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement |
| Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Propreté des installations

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 |
| Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement |
| Prescription contrôlée : L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Préservation de la biodiversité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7 |
| Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement |
| Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Tenue du registre des risques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Tenue du registre des risques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Propreté des locaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10 |
| Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement |
| Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Étanchéité des bâtiments

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I |
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle |
| Prescription contrôlée : Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, « des volières, » des vérandas et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage. A l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, « aux volières, » aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage. Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Étanchéité des ouvrage de transfert d'effluents

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III |
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN |
| Prescription contrôlée : Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Aménagement des locaux – Imperméabilité – ÉtanchéitéICPE existantes

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-IV |
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle |
| Prescription contrôlée : Les dispositions du I ne s'appliquent pas aux installations existantes autorisées avant le 1er octobre 2005. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Accessibilité aux services de secours

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Défense contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none">- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Non conforme : Absence de consigne de sécurité en cas d'accident.</p> <p>Conforme pour la partie lutte anti-incendie intérieure et extérieure.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Installations électriques et techniques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Stockage des produits dangereux (rétention et sécurité)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides. Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Déclaration annuelle des flux d'azote

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN |
| Prescription contrôlée : PAR 6 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Dispositions relatives aux forages (implantation, protection, tête)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle |
| Prescription contrôlée : Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Collecte des effluents

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I |
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN |
| Prescription contrôlée : Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduelles ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Collecte des eaux de pluie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN |
| Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Absence de rejets directs d'effluents

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN |
| Prescription contrôlée : Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Absence de rejets directs d'effluents

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN |
| Prescription contrôlée : Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Notification des changements du plan d'épandage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d |
| Thème(s) : Élevage, dispositions générales |
| Prescription contrôlée : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour. Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues. |
| Constats : Non conforme : Arrêt du projet compost lié à l'APC du 31/12/2014 non notifié auprès de la DDPP |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Sécurité et entretien des installations de traitement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle |
| Prescription contrôlée : Le présent article s'applique aux installations comportant une station, ou des équipements, de traitement des effluents d'élevage. Les équipements de traitement et/ou de prétraitement et d'aéro-aspiration sont correctement entretenus. L'installation dispose de moyens de contrôle et de surveillance à chaque étape du processus de traitement des effluents d'élevage permettant de mesurer les quantités traitées quels que soient les types d'effluents. Tout équipement de traitement et d'aéroaspiration est équipé d'un dispositif d'alerte en cas de dysfonctionnement. L'arrêt prolongé du fonctionnement de l'installation de traitement est notifié à l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, et les solutions alternatives de traitement mises en œuvre sont mentionnées. Pour prévenir les pollutions accidentelles, l'exploitant est tenu : — de mettre en place des dispositifs (par exemple talus ou regards de collecte) permettant de contenir ou collecter temporairement toute fuite accidentelle issue des différents équipements de traitement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ; — d'installer aux différentes étapes du processus de traitement des dispositifs d'alerte en cas de dysfonctionnement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ; — de mettre en place des dispositifs d'arrêt automatique sur le système d'aéroaspiration ou de ferti-irrigation de l'effluent épuré (par exemple en cas de baisse anormale de pression interne du circuit ou d'arrêt anormal du déplacement du dispositif d'aspersion) ; cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2018). Ces dispositifs sont maintenus en bon état de fonctionnement. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Bordereaux import, export

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN |
| Prescription contrôlée : Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement. Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de « l'inspection de l'environnement, spécialité » installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Dispositions relatives la dispersion de poussières

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I |
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle |
| Prescription contrôlée : Les bâtiments sont correctement ventilés. L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage. En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites. Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ; - dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Dispositions relatives à l'émission d'odeurs

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-II |
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle |
| Prescription contrôlée : L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Bruit

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 32-2 |
| Thème(s) : Élevage, dispositions générales |
| Prescription contrôlée : Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 susvisé sont complétées en matière d'émergence par les dispositions suivantes : L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus : - en tout point de l'intérieur des habitations ou locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ; - le cas échéant, en tout point des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes habitations ou locaux. Des mesures techniques adaptées peuvent être imposées pour parvenir au respect des valeurs maximales d'émergence. Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 susvisé). L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents. Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Gestion des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment : — limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ; — trier, recycler, valoriser ses déchets ; — s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Stockage des déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Elimination des déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime. Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite. Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit. |
| Constats : Non conforme : Absence de bordereaux concernant les déchets des produits vétérinaires. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Mise en œuvre des MTD

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse |
| Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles. Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission. L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Dossier de réexamen

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse |
| Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation autorisée avant la parution des conclusions MTD transmet le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement au plus tard : - le 21 avril 2018 pour les installations dont le numéro de SIRET se termine par un chiffre impair ; - le 21 février 2019 pour les autres installations. A cette fin, l'exploitant renseigne les informations nécessaires sur le site de téléservice (http :// www. elevage-ied. developpement-durable. gouv. fr/) mis en ligne par le ministère en charge de l'environnement. L'exploitant choisit sur ce site de téléservice les meilleures techniques disponibles qu'il s'engage à mettre en œuvre. Lorsque cela est nécessaire, il précise et justifie ces techniques. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Mise en œuvre des MTD

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse |
| Prescription contrôlée : Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. ». Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission. L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Émissions atmosphériques d'ammoniac

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse |
| Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. » Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020 |
| Constats : Conforme |
| Observations : En cours pour la déclaration 2022. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Bruit

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/08/1985, article Arrêté du 20/08/1985 |
| Thème(s) : Élevage, dispositions générales |
| Prescription contrôlée : Les dispositions de l'instruction technique jointe au présent arrêté (non reproduite) fixent les normes d'émission sonore que doivent respecter les installations soumises à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement à l'exclusion des installations soumises aux dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ainsi que la méthodologie d'évaluation des effets sur l'environnement des bruits aériens émis par une ou plusieurs sources appartenant à ces installations.. L'arrêté du 24 décembre 2002 (JO du 11 février 2003) art. 13 modifie l'instruction technique. L'arrêté du 7 février 2005 (JO du 1er juin 2005) art. 12 modifie les tableaux contenus dans l'instruction technique. L'arrêté du 27 décembre 2013 (JORF du 31 décembre 2013), art. 32 complète les tableaux contenus dans l'instruction technique. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |